

Riec-sur-Belon, mars 2024.

J'ai du mal à comprendre le bien fondé d'une consultation publique sur laquelle l'autorité environnementale, à priori plus compétente que moi, n'a pas elle-même l'air convaincue.

Je suis fort déçue de voir que le Belon, pourtant rivière ostréicole continuera à être dépendante d'un SAGE associé, donc sans contrainte pour s'améliorer, alors qu'elle stagne à 35 mg/l depuis longtemps, et que ses vasières sont colonisées par les algues vertes de façon aujourd'hui régulière. Sa gestion, avec dérogation aux distances conchylicoles systématique, est préjudiciable aux exploitants de ce secteur maritime, déclassés en catégorie B, Les contaminations à E.coli sont toujours présentées comme dues aux assainissements collectifs, pourtant si l'azote fuit, il n'est pas seul. Et l'Aven dans sa partie basse est en C. Je ne comprends pas pourquoi seule la baie « algues vertes sur plage » sera l'objet de plus d'attention.

Il est largement temps de construire des actions qui ciblent les plus gros écarts, au regard du faible sentiment de compensation que perçoivent les paysans qui s'engagent, contractualisent, sans attendre un conseil payé par la collectivité. Après un écart de RPA, devrait venir un engagement de résultat, quitte à le faire porter aussi sur une moyenne triennale.

La balance BGA d'une exploitation bien gérée n'est ni de +20 ni de +50 mais de 0, surtout avec une moyenne triennale.

Un bilan des BGA depuis 2014 devrait figurer dans les dossiers ICPE d'extension, ou de raccordement à un méthaniseur. Aujourd'hui, sont présentés des résultats d'étude des sols de 20 ans d'âge.

Les variations climatiques qui s'annoncent, avec des pluies qui se concentrent dans le temps, et des sols que l'on n'a pas suffisamment soignés, devraient nous obliger à dés-intensifier. C'est cet accompagnement là qui doit être porté.

Après construction de la fosse j'ai le souvenir d'un contrôle effectué dans en un temps record, certes par un professionnel. Je suis donc tout à fait favorable à une vérification périodique de cet ouvrage, pour son entretien. C'est effectivement bien plus simple pour une exploitation où les animaux sont sur paille et sortent !

Vu le coût de la vidange et l'inspection des cuves, et surtout de ces lamentables caillebotis, on pourrait commencer par les exploitations qui s'agrandissent avec des forages d'exploitation qui déjà signent des fuites...

Si le calcul des fosses avait intégré le temps de stockage jusqu'au semis maïs et non à la capacité théorique des sols à absorber le lisier, on aurait pu intégrer aux dossiers ICPE cette pratique de bon sens. Plus l'exploitation est grande, plus elle est déléguée à des ETA, moins l'ajustement entre croissance réelle de la culture et épandage n'est juste et moins sa pratique post semis ne paraît logique.

Aucun encouragement aux semis sous couvert n'émerge des documents.

En augmentant les bandes enherbées sur la baie de Concarneau, on devrait donc voir les plans d'épandage rétrécis, donc des limites de cheptel ou d'achat d'engrais. J'ai plutôt le sentiment qu'on ira empiéter sur les territoires proches pour continuer à

suivre des conseils au toujours plus. La baie et sa région est aussi territoire de légumes industriels, de plus en plus irrigués, dont la bonne gestion est de nature volontaire, mais fortement encadrée par des contrats.

Les exportations de lisiers chez autrui devraient respecter 140 uN/ha. Ce serait une bonne façon de réfléchir à être plus autonomes en azote par des légumineuses, surtout celles qui ont des racines profondes favorables à la bonne porosité des sols. Cela permettrait aussi à certains éleveurs laitiers de mieux négocier les demandes « amicales » de leurs voisins.

En raison de l'impact des engrais minéraux, le plafonnement de l'ensemble de la fertilisation devrait être une évidence. Les critiques sociétales en matière de GES se reportent sur les herbivores, malgré la fixation du carbone de leurs prairies.